

L'APTS lance un appel à tous : défendons les CLSC de la Montérégie!

Longueuil, le 21 juin 2016 – L'APTS Montérégie s'inquiète vivement du transfert annoncé de quelques 42 travailleurs sociaux et 37 autres professionnels, travaillant dans les centres locaux de services communautaires (CLSC) des trois centres intégrés universitaires de santé et de services sociaux de la Montérégie, vers les groupes de médecine de famille (GMF) de la région. « Il s'agit d'un pas supplémentaire vers la privatisation du réseau de la santé et des services sociaux, dit Francis Collin, responsable politique en Montérégie. Les GMF sont des entités privées, gérées par des médecins et financées par les fonds publics. »

Le syndicat craint que cette migration forcée des professionnels vers les GMF se traduise par l'abandon de missions essentielles des CLSC comme la prévention et la santé publique. Les personnes les plus vulnérables seront encore une fois les grandes perdantes. En outre, les CLSC offrent des services à domicile, à l'école ou sur le lieu de travail, contrairement aux GMF, qui nous ramènent à un modèle hospitalo-centrique dominé par la figure du médecin-roi.

Jusqu'à nouvel ordre, les GMF peuvent imposer des frais accessoires alors que les mêmes services sont offerts gratuitement en CLSC. « Des patients qui recevaient des services sans frais devront sortir leur porte-monnaie, ajoute Francis Collin. Les médecins, administrateurs des GMF, n'hésiteront pas à facturer leurs patients pour soi-disant couvrir leurs frais. » Le gouvernement offre un autre avantage non négligeable aux médecins propriétaires : tous les professionnels qui s'absentent devront être remplacés. « Les établissements publics n'ont jamais eu droit à ce privilège, précise le porte-parole de l'APTS. En CLSC par exemple, des postes peuvent demeurer vacants pendant des mois, voire des années. C'est une politique de deux poids, deux mesures. »

Pour l'APTS, les CLSC deviendront vite des coquilles vides s'ils ne reçoivent pas de budget supplémentaire. « Le ministre ne s'y prendrait pas autrement pour étouffer les CLSC. Encore une fois on déshabille Pierre pour habiller Paul, au plus grand profit des médecins. Dans ce contexte d'austérité budgétaire, il est clair qu'il y aura des pertes de services et d'expertise en CLSC pour la région », estime Francis Collin.

La multiplication des réformes majeures, combinée aux compressions dans les services, fragilise l'équilibre précaire qui règne au sein des équipes de travail. « Le gouvernement n'a reçu aucun mandat pour détourner des ressources du public vers le privé, ajoute le représentant de l'APTS. Voici un énième bouleversement qui accentue le climat d'incertitude déjà présent sur le terrain. Les

professionnels et les patients ont besoin de stabilité et c'est tout le contraire qu'on leur offre. Il est temps d'arrêter tous ces chambardements et de mettre résolument le cap sur les services publics. »

Afin de partager leur inquiétude et leur indignation, les professionnels membres de l'APTS ont profité de l'heure du lunch aujourd'hui pour manifester et distribuer des tracts d'information à la population devant une douzaine de CLSC de la région.

À propos de l'APTS

Avec 32 000 membres, l'APTS est un acteur incontournable du réseau public de la santé et des services sociaux. Elle représente plus d'une centaine de titres d'emploi distincts parmi le personnel professionnel et technique dans les domaines du diagnostic, de la réadaptation, de la nutrition, de l'intervention psychosociale, du soutien clinique et de la prévention. Sur le territoire de la Montérégie, l'APTS représente 3346 personnes.

- 30 -

Pour renseignements :

Chantal Mantha, conseillère en communication

Téléphone : 514.236.9287 (cell.)